

SÉCURITÉ SOCIALE : UN BUDGET D'AUSTÉRITÉ CONTRE LA POPULATION !



Le budget de la Sécurité sociale a été définitivement adopté par l'Assemblée nationale, mardi 16 décembre.

Le gouvernement peut remercier le PS et les Verts qui lui ont permis de le faire passer sans recourir aux ordonnances ou au 49-3.

Le ralliement de la gauche sociale-libérale à la politique d'austérité du gouvernement marque la fin du Nouveau Front populaire (NFP). Cette gauche choisit de renforcer le camp de ceux qui attaquent les conquêtes sociales travailleurEs et les services publics, en premier lieu l'hôpital.

UN BUDGET D'AUSTÉRITÉ POUR LA SÉCU

Ce que le PS présente comme des « victoires » – comme le décalage, d'un an seulement, de l'application de la contre-réforme des retraites – se paie au prix fort. Le parlement a voté le passage de l'âge de la retraite à 64 ans, alors que les gouvernements avaient jusqu'ici été contraints de l'imposer sans vote. La hausse de l'objectif des dépenses d'assurance maladie (Ondam) en 2026, d'environ 3 % au lieu de 2 %, qui a justifié le ralliement des Écologistes, signifie en réalité une baisse de 3,6 milliards d'euros des moyens alloués à l'hôpital public.

RetraitéEs, malades, travailleurEs paieront la note : taxe sur les complémentaires santé ; limitation à un mois des arrêts maladie ; coup de rabot sur les allocations familiales (jusqu'à -900 €/an pour les familles modestes) ; élargissement aux entreprises de plus de 250 salariés des exonérations sur les heures sup.

Et le budget de l'État va encore accentuer cette casse sociale, alors que les besoins sociaux et écologiques explosent. Lecornu sabre dans la santé, l'éducation, la culture, les services publics et les collectivités... tandis que riches et ultra-riches sont épargnés.

DES MILLIARDS POUR LE PATRONAT

Le rapport de la commission d'enquête sénatoriale, publié cet été, sur les aides publiques aux entreprises donne le tournis. Comme le dit son rapporteur, le

contact@npa2009.org

sénateur communiste Fabien Gay : « *On parle de 211 milliards d'euros par an, qui ne sont ni évalués, ni conditionnalisés* ».

Car, en plus des aides et subventions directes, il faut prendre en compte tous les avantages fiscaux et autres exonérations de cotisations sociales. Pire, les quelque 2 267 dispositifs d'aides aux entreprises sont complètement opaques. Il n'y a aucune donnée disponible auprès du ministère de l'Économie.

LES LICENCIEMENTS CONTINUENT

Pendant ce temps, la liste des suppressions d'emplois pour maintenir le taux de profit des groupes capitalistes s'allonge : la CGT a recensé pas moins de 483 plans de licenciements entre septembre 2023 et décembre 2025, soit 300 000 emplois directs ou indirects supprimés en deux ans.

Automobile, sidérurgie, verrerie, papeterie, agroalimentaire, grande distribution, de nombreux secteurs industriels et de services sont concernés : Forges de Commentry dans l'Allier, ArcelorMittal à Dunkerque, Novasco à Hagondange, les sirops Teisseire en Isère... Un plan de licenciement est également en préparation à Auchan, retoqué pour le moment par la justice. Et la liquidation des usines Brandt près d'Orléans vient d'être décidée.

IL EST URGENT DE REPRENDRE LE CHEMIN DES LUTTES !

Les reconfigurations politiques, avec le ralliement d'un PS qui joue désormais les supplétifs du gouvernement, sont lourdes de dangers. Cette politique divise la gauche et notre camp social. Elle pave la voie au Rassemblement national.

Il est urgent que les forces sociales et politiques opposées aux politiques libérales, militaristes et racistes se rassemblent pour organiser ensemble et dans la rue la contre-offensive !

Mercredi 17 décembre



l'Anticapitaliste
lanticapitaliste.org hebdô mensuel émission